

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/MIN(96)/SR/9

22 janvier 1997

(97-0230)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

PROCES-VERBAL DE LA NEUVIEME SEANCE

tenue au Centre de conférence Suntec à Singapour,
le vendredi 13 décembre 1996 à 12h.15

Président: M. Yeo Cheow Tong (Singapour)

- Sommaire:
1. Dispositions à prendre par les Ministres (point 2 de l'ordre du jour)
 2. Dates et lieu de la prochaine Conférence ministérielle (point 3 de l'ordre du jour)
 3. Election du bureau (point 4 de l'ordre du jour)
 4. Clôture de la session

1. Dispositions à prendre par les Ministres

La Conférence ministérielle adopte la Déclaration ministérielle de Singapour (WT/MIN(96)/DEC).

La Conférence ministérielle adopte ensuite le Plan d'action global et intégré de l'OMC en faveur des pays les moins avancés (WT/MIN(96)/14).

La Conférence ministérielle prend note ensuite du rapport du Conseil général reproduit sous la cote WT/MIN(96)/2 et entérine les recommandations qu'il contient.

2. Dates et lieu de la prochaine Conférence ministérielle

Le PRESIDENT propose, à la suite de consultations tenues par le Président du Conseil général et lui-même, que la prochaine session de la Conférence ministérielle ait lieu à Genève, siège de l'OMC. Il propose en outre que le Conseil général soit invité à fixer la date et la durée de cette Conférence ministérielle.

La Conférence ministérielle en décide ainsi.

3. Election du bureau

Le PRESIDENT rappelle que le Règlement intérieur des sessions de la Conférence ministérielle (WT/L/161) prévoit l'élection d'un Président et de trois Vice-Présidents, qui exerceront leur mandat de la clôture de la présente session à la clôture de la prochaine session ordinaire. A la suite de consultations tenues par le Président du Conseil général et lui-même, il propose ce qui suit: premièrement, que la Suisse occupe le poste de Président de la Conférence ministérielle, et deuxièmement que le Guatemala, la Corée et le Zimbabwe occupent les postes de Vice-Présidents.

La Conférence ministérielle élit par acclamation les membres du bureau ci-dessus.

4. Clôture de la session

Dans ses remarques finales¹, le **PRESIDENT** dit que la Conférence ministérielle a été une manifestation remarquable à tous égards, et il rend hommage à tous ses collègues pour le zèle et le dévouement dont ils ont fait preuve tout au long de cette rencontre. Faute de temps, il n'a malheureusement pas pu consulter chacun des participants à chaque étape. L'approche au cours de cette réunion a été empirique, et il faudrait améliorer les procédures appliquées à la prochaine Conférence ministérielle.

Contrairement à la plupart des conférences organisées dans le cadre du GATT, cette réunion ministérielle ne marque ni le début ni la fin d'une grande série de négociations. En effet, elle représente une étape importante dans la dynamique de la croissance et de l'évolution du système commercial multilatéral. La Conférence ministérielle est non seulement l'organe exécutif suprême de l'OMC, mais aussi l'instance dans laquelle se définissent les orientations politiques et la cohérence globale du nouveau système commercial, établi à peine deux ans auparavant. A cet égard, elle est sur le plan institutionnel la pierre angulaire du système commercial mondial. Elle consacre l'idée, formulée par les Ministres à Marrakech, que l'OMC devrait constituer un cadre institutionnel commun, regroupant toutes les nations, à tous les niveaux de développement, de toutes les régions du monde.

Depuis le début de cette Conférence ministérielle, quelque 129 orateurs ont donné leur évaluation du fonctionnement du système commercial multilatéral. Ils ont fait le point des activités de l'OMC au cours de ses deux premières années d'existence, et ont exposé ce qu'ils considéraient comme les défis qui s'annonçaient et la façon d'y répondre.

Le Président souligne que l'établissement de l'OMC, première grande institution internationale créée depuis la fin de la guerre froide, s'est traduit par plusieurs avantages importants profitant à tous. Le principal avantage qui en a découlé après la Conférence de Marrakech a été la mise en place et l'expansion d'un système commercial fondé sur des règles et disciplines convenues au plan international et ayant force exécutoire qui permet de surveiller et d'assurer les progrès du commerce. L'institution de l'OMC est à juste titre considérée comme le résultat le plus remarquable que la communauté internationale a obtenu ces dix dernières années et c'est un résultat auquel tous les pays Membres ont largement contribué. On a souligné à maintes reprises que la crédibilité et l'efficacité du nouveau système étaient subordonnées au plein respect par les gouvernements Membres des règles, disciplines et engagements résultant de l'Accord sur l'OMC.

En 1995 et en 1996, les travaux de l'OMC ont été principalement axés sur la mise en oeuvre des engagements et des mesures prises pour y donner suite. Le rapport du Conseil général offre un panorama complet des activités des divers Conseils et Comités s'occupant du commerce des marchandises, du commerce des services et des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Il est largement reconnu que tous les Membres doivent déployer en permanence des efforts pour consolider les résultats du Cycle d'Uruguay et respecter pleinement les engagements pris, ce qui est indispensable pour assurer le bon fonctionnement du système. D'un point de vue systémique, le mécanisme renforcé de règlement des différends de l'OMC a donné la preuve de son efficacité et peut à juste titre être considéré comme la réalisation majeure des deux premières années d'existence de l'Organisation.

¹Le texte intégral des remarques finales du Président a été distribué sous la cote WT/MIN(96)/9.

Les Ministres ont analysé l'évolution du commerce international sur la base du rapport présenté par le Directeur général, qui confirme l'existence d'une croissance positive et la poursuite de la libéralisation du commerce dans de nombreuses régions du monde.

La Déclaration ministérielle qui vient d'être adoptée comporte plusieurs éléments essentiels, qui assurent l'équilibre nécessaire entre les intérêts en jeu. Toutes les questions visées sont également importantes. Néanmoins, le Président se sent tenu de mettre l'accent sur un certain nombre de points en particulier.

En ce qui concerne le paragraphe 4 - Normes fondamentales du travail -, il a été convenu d'un texte qui constitue un cadre équilibré sur la façon de traiter cette question. Le texte comprend les principaux éléments ci-après. Premièrement, il reconnaît que l'OIT est l'organe compétent pour établir ces normes et s'en occuper. Deuxièmement, il rejette l'usage des normes du travail à des fins protectionnistes. C'est là une sauvegarde très importante pour le système commercial multilatéral, et en particulier pour les pays en développement. Troisièmement, il reconnaît que l'avantage comparatif des pays, en particulier des pays en développement à bas salaires, ne doit en aucune façon être remis en question. Quatrièmement, il n'incorpore pas le rapport entre le commerce et les normes fondamentales du travail dans le programme de l'OMC. Cinquièmement, il ne contient pas de disposition autorisant de nouveaux travaux sur cette question. Sixièmement, il relève que les Secrétariats de l'OMC et de l'OIT continueront de collaborer comme ils le font actuellement, de même qu'avec de nombreuses autres organisations intergouvernementales. Cette collaboration se fera dans le plein respect des mandats de chacune de ces deux organisations. Des délégations ont dit qu'elles craignaient que ce texte ne donne à l'OMC compétence pour engager de nouveaux travaux sur le rapport entre le commerce et les normes fondamentales du travail. Le Président souhaite assurer à ces délégations que cela ne se produira pas.

Dans un geste de solidarité avec les pays les moins avancés, les Ministres ont reconnu la nécessité d'accorder une attention spéciale aux intérêts de ces pays pour chacune des nouvelles questions. Ils ont également reconnu la nécessité d'offrir des conditions d'accès aux marchés prévisibles et favorables pour les produits des pays les moins avancés, d'encourager l'expansion et la diversification des exportations de ces pays vers les marchés de tous les pays développés et dans le cas des pays en développement concernés dans le contexte du Système global de préférences commerciales. A cet égard, les Membres organiseront une réunion avec la CNUCED et le Centre du commerce international le plus tôt possible en 1997, avec la participation des organismes d'aide, des institutions financières multilatérales et des pays les moins avancés pour favoriser une approche intégrée des moyens d'aider ces pays à accroître leurs possibilités d'échanges commerciaux.

Pendant la Conférence, plusieurs Membres sont convenus d'éliminer les droits de douane appliqués dans le commerce des produits des technologies de l'information sur une base NPF. Les Ministres se sont félicités de cette initiative qui, de l'avis du Président, représente un grand pas en avant vers la libéralisation d'un des secteurs les plus dynamiques du commerce des marchandises.

Globalement, l'évaluation des résultats obtenus pendant les deux premières années d'existence de l'OMC et l'examen des défis qui devront être relevés à l'avenir ont mis en évidence l'importance des questions qui ont été abordées à cette première Conférence ministérielle. Un message politique fort a été transmis à cette occasion qui souligne les possibilités offertes par la nouvelle économie mondiale sans éluder les défis auxquels toutes les économies vont devoir faire face. Il s'agit d'un message de confiance dans le système commercial multilatéral qui va fêter son cinquantième anniversaire en 1998, et dans sa capacité de promouvoir la croissance et de garantir la stabilité.

A tous égards, cette première Conférence ministérielle a ouvert une nouvelle voie. Grâce au travail considérable accompli à Genève par le Directeur général et les ambassadeurs des gouvernements

Membres, et à leur enthousiasme, à leur optimisme et à leur bonne humeur, tous ont accompli la tâche qui leur était confiée et établi le cadre des activités de l'OMC pour les quelques années à venir. Le Président rend hommage à tous les participants pour le dévouement dont ils ont fait preuve en coopérant les uns avec les autres dans un esprit exemplaire de cordialité et de bonne volonté, ce qui a permis d'assurer le succès de la Conférence. Il exprime également sa reconnaissance aux observateurs dont la présence a donné à la Conférence une impression d'universalité.

Le Président est très fier de dire que les participants ont tous ensemble accompli leur mission. Ils ont mené à bien la tâche qui leur avait été fixée au début de la Conférence. Tous sont maintenant prêts à exécuter celles que les Ministres, dans leur sagesse collective, ont confiées à l'OMC en application de son mandat qui est de libéraliser le commerce et de promouvoir le développement, l'emploi, la stabilité et la prospérité dans tous les Membres.

Singapour a été très honorée d'accueillir une Conférence novatrice de cette envergure. Le gouvernement de Singapour s'est efforcé d'assurer avec le plus grand soin l'organisation matérielle de cette rencontre, dont le Président espère qu'elle aura donné à tous les participants l'occasion de découvrir Singapour. Beaucoup d'entre eux n'avaient peut-être jamais encore eu l'occasion de profiter de l'hospitalité de Singapour et le Président espère que l'accueil qui leur a été réservé leur donnera envie de revenir bientôt.

Le DIRECTEUR GENERAL dit qu'en ce moment où est célébré le grand succès de cette première Conférence ministérielle et du système commercial multilatéral, il se sent obligé de rappeler la nécessité impérieuse d'établir le plus rapidement possible un Secrétariat de l'OMC indépendant. Cela ne serait qu'une conséquence logique de la création de l'OMC en tant qu'organisation *sui generis* et juridiquement indépendante. Deux années se sont déjà écoulées depuis la création de l'Organisation, et le moment est venu de prendre cette décision qui n'a pas d'incidences financières mais qui est d'une importance cruciale pour le devenir de ses quelque 500 fonctionnaires. Le personnel mérite que soient reconnus son dévouement et sa remarquable contribution et la meilleure façon pour les Membres d'exprimer cette reconnaissance est de prendre le plus rapidement possible une décision sur l'établissement du Secrétariat. Le Directeur général offre ensuite le marteau de la Conférence au Président.

Clôturent les débats, le PRESIDENT dit qu'il croit savoir que certaines délégations ont des déclarations à faire, dont elles souhaitent qu'il soit pris acte, en relation avec la Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information faite ce jour par des Ministres représentant un certain nombre de Membres de l'OMC et d'autres gouvernements qui ont engagé le processus d'accession. Ces déclarations sont présentement distribuées en tant que communications des gouvernements concernés et elles feront partie du procès-verbal de cette réunion.²

La session de la Conférence ministérielle est close à 13h.30.

²Ces communications ont été distribuées ultérieurement sous les cotes WT/MIN(96)/10 (Nouvelle-Zélande), WT/MIN(96)/11 (Norvège) et WT/MIN(96)/12 (Suisse).